



# **RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2021 LES FINANCES DE LA VILLE DE MOULINS-LES-METZ**

# Sommaire

1	– RAPPEL DU CADRE GENERAL .....	4
2	– LES PERSPECTIVES EN FRANCE POUR 2021 .....	5
2.1	Scénario 2021 .....	5
2.2	Perspectives des finances publiques .....	5
2.3	Mesures fiscales : un PLF au service de la relance .....	6
2.3.1	Un PLF vert au service de la relance économique.....	6
2.3.2	Un PLF au service de l’innovation, de la modernisation et de la transformation de la France ...	6
2.3.3	Un PLF au service de la cohésion sociale et territoriale .....	6
3	– LA CONJONCTURE NATIONALE .....	7
3.1	Le contexte économique .....	7
3.2	Le contexte législatif : la Loi de Finances 2021 .....	10
4	– LA SITUATION FINANCIERE LOCALE .....	13
4.1	Les principales recettes de la commune .....	13
4.1.1	- La fiscalité locale directe .....	13
4.1.2	- La fiscalité indirecte.....	15
4.1.3	– Le Fonds de Compensation de la TVA .....	16
4.1.4	– La Taxe d’Aménagement .....	16
4.1.5	– Le dispositif AMITER .....	17
4.1.6	– Les appels à projet DETR/DSIL .....	17
4.2	Les principales dépenses de la commune .....	17
4.2.1	– Les dépenses de fonctionnement .....	17

4.2.2	– La dette.....	19
4.2.3	– Les opérations d’investissement .....	20
5	– LA CAPACITE « D’AUTOFINANCEMENT BRUT ET NET » .....	20
5.1	La capacité d’autofinancement brut .....	20
5.2	La capacité d’autofinancement net.....	21
6	– LES OBJECTIFS BUDGETAIRES 2021 .....	21
7	– CONCLUSION .....	21

# 1 – RAPPEL DU CADRE GENERAL

**Article L2312-1 du CGCT**, modifié par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe » :

*Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat en Conseil Municipal, il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.*

Le ROB n'a aucun caractère décisionnel mais il doit permettre au conseil municipal de débattre des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif voire au-delà pour certains programmes. Ce doit être également l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur les capacités de financement de la collectivité.

Le **débat d'orientation budgétaire** représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif. Il est aussi un outil de prospective.

D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égalent les dépenses.

**La section de fonctionnement** retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante et régulière de la commune, celles qui reviennent chaque année :

- En dépenses : les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la commune, les frais de personnel, les frais de gestion (fluides, ...), les autres charges de gestion courante (participation aux structures intercommunales, subventions aux associations...), les frais financiers (intérêts des emprunts), les amortissements et les provisions.
- En recettes, les produits locaux (recettes perçues des usagers : locations de salles, concessions de cimetières, ...), les recettes fiscales provenant des impôts directs locaux (taxe d'habitation, taxes foncières), les dotations de l'Etat comme la DGF et les participations provenant d'autres organismes ou collectivités locales (Région, Département).
- L'excédent de recettes par rapport aux dépenses, dégagé par la section de fonctionnement, est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité, le surplus constituant de l'autofinancement qui permettra d'abonder le financement des investissements prévus

**La section d'investissement** présente les programmes d'investissements nouveaux ou en cours. Elle retrace les dépenses et les recettes ponctuelles qui modifient la valeur du patrimoine comme les dépenses concernant des capitaux empruntés, les acquisitions immobilières ou des travaux nouveaux (construction d'un nouvel équipement). Parmi les recettes d'investissement, on trouve généralement les recettes destinées au financement des dépenses d'investissement comme les subventions d'investissement, les emprunts, le produit de la vente du patrimoine....

La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité. Ainsi, la capacité d'autofinancement est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Cet excédent alimente la section d'investissement en recettes. Lorsqu'une collectivité locale souhaite réaliser des dépenses nouvelles d'investissement (construction d'un nouvel équipement, achat de terrains...), elle peut les financer :

- en obtenant des subventions d'équipement qui couvriront une partie des dépenses
- en recourant à l'emprunt,
- en ayant recours à l'autofinancement donc en réalisant des économies sur les dépenses de fonctionnement ou en augmentant les recettes de fonctionnement (augmentation des impôts, augmentation des produits perçus par les usagers).

Le rapport d'orientation budgétaire doit contenir les informations suivantes :

- Les orientations budgétaires portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement.
- La présentation des engagements pluriannuels.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget.

A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

- 1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement
- 2° L'évolution du besoin de financement annuel.

Une délibération spécifique prend acte de la tenue de ce débat et de l'existence du rapport sur la base duquel il se tient.

## **2 – LES PERSPECTIVES EN FRANCE POUR 2021**

La sortie du "grand confinement", même en ordre dispersé, a entraîné à tous niveaux, un net rebond de l'activité. C'est maintenant la durée et l'ampleur de ce rebond qui posent question, d'autant que l'incertitude entourant la pandémie de Covid-19 reste forte. Des signes d'essoufflement apparaissent alors que les effets négatifs du choc initial de la crise sanitaire sur les entreprises et in fine sur l'économie n'ont pas encore donné leur pleine mesure.

Avec la levée du confinement, deux mécanismes contraires sont à l'œuvre. A très court terme, le retour au travail et le déblocage de l'épargne forcée des ménages provoquent un rebond qui, aux Etats-Unis et en zone euro, est plus marqué pour la consommation que la production, à l'inverse de la Chine.

Plus long à produire ses effets et plus durable, le second mécanisme résulte de l'impératif pour les entreprises d'assurer leur survie suite au choc de la crise sur leur bilan et alors que l'incertitude perdure, avec à la clé une baisse de l'investissement et une compression des coûts, des effectifs notamment.

Selon le FMI (Fonds Monétaire International), la France serait, sur la zone euro, la troisième économie la plus touchée en 2020 (après l'Espagne et l'Italie).

### **2.1 Scénario 2021**

La contraction du PIB français attendue en 2020 (-9,1%) est sensiblement atténuée par rapport aux prévisions de juin. La chute de l'activité au 2e trimestre, moins marquée que prévu, a en effet été suivie d'un vif rebond les deux premiers mois de l'été. Un rebond qui a tendance à s'essouffler alors que l'activité est encore bien en-deçà de son niveau d'avant crise.

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, la croissance serait de 4,7% en 2021 après -5,9% en 2020.

En France, au recul du PIB d'environ 10,0% en 2020 succéderait une croissance annuelle de 5,7 % en 2021.

Partout, la croissance cumulée sur 2020 et 2021 resterait sensiblement au-dessous de ses tendances antérieures.

Face à la crise, les soutiens publics sont inédits ce qui pose la question de leurs limites. Les banques centrales sont déjà confrontées au rendement décroissant des politiques monétaires et, il est difficile de savoir jusqu'où elles pourront prendre en charge l'envolée des déficits publics, faute de références passées comparables.

### **2.2 Perspectives des finances publiques**

Le projet de loi de finances pour 2021, très attendu, acte les grandes étapes du plan de relance décidé par le gouvernement dans sa stratégie de lutte contre les conséquences économiques de la crise sanitaire.

En plus des désormais traditionnels articles sur l'évolution des concours financiers de l'Etat, ce PLF « millésime 2021 » accorde une grande importance à la réduction de 10 milliards d'euros des impôts dits « de production ».

La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), la cotisation foncière des entreprises (CFE), sont autant d'impositions qui devraient être fortement réduites à l'issue des débats parlementaires.

Enfin, ce PLF propose de nouvelles mesures « plus techniques », telles que la recentralisation des taxes sur la consommation finale d'électricité, l'automatisation de la gestion du FCTVA, et la stabilité des indicateurs financiers et fiscaux servant au calcul des dotations de l'Etat et de la péréquation.

### 2.3 Mesures fiscales : un PLF au service de la relance

Redresser l'économie tout en préparant la France aux défis de demain : tel est l'objectif du projet de loi de finances (PLF) 2021, qui prend appui sur les 100 Md € du plan de relance.

L'ambition du PLF 2021 est :

- d'assurer, grâce au Plan France Relance, le retour au niveau d'activité d'avant crise d'ici à 2022 ;
- de financer des investissements pour innover, moderniser et transformer le modèle économique et social rendu plus compétitif et durable.

Ainsi, les mesures prises par le Gouvernement doivent contribuer à une forte croissance en 2021 (+ 8 %), après une année 2020 en net recul en raison de la crise du Coronavirus.

#### 2.3.1 Un PLF vert au service de la relance économique

Avec la présentation de l'impact environnemental des dépenses budgétaires et fiscales, la France est le premier pays au monde à présenter un budget vert.

Plusieurs mesures soutiennent cette ambition pour la transition écologique, assurée par **30 Md € d'investissements** en faveur de :

- la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés ;
- la décarbonation de l'industrie ;
- la transition agroécologique de notre système agricole et alimentaire ;
- le développement de la filière hydrogène vert, de l'économie circulaire, de la mobilité verte et du développement des infrastructures adaptées.

#### 2.3.2 Un PLF au service de l'innovation, de la modernisation et de la transformation de la France

L'objectif est de **renforcer la compétitivité et l'indépendance de l'appareil productif** par :

- une baisse importante et pérenne des impôts de production ;
- le renforcement des fonds propres et des solutions de financement des entreprises ;
- le soutien à l'innovation, à la transition numérique des entreprises et à l'export ;
- des investissements au service de la souveraineté technologique de la France.

#### 2.3.3 Un PLF au service de la cohésion sociale et territoriale

La crise du Coronavirus ne doit pas accentuer les inégalités. Le Gouvernement entend ainsi accompagner **le retour à l'emploi des publics les plus fragiles**. Le Plan France Relance aidera également **les jeunes à trouver leur place** et soutiendra **les ménages les plus précaires** sur l'ensemble des régions.

**Le pilotage responsable des finances publiques** doit contribuer à atteindre ces objectifs, notamment par la stabilisation de l'emploi public, la recherche d'efficacité de la dépense et la transformation de l'action publique - avec la modernisation de la politique du logement ou une meilleure gestion de la politique de l'apprentissage.

## 3 – LA CONJONCTURE NATIONALE

### 3.1 *Le contexte économique*

#### L'évolution du PIB

##### Le déconfinement a permis le rebond relativement rapide d'une partie de l'activité économique

L'économie française aurait fonctionné en août à environ 95 % de son niveau d'avant crise. C'est-à-dire qu'elle aurait déjà comblé les cinq sixièmes de l'écart d'une trentaine de points de PIB qui la séparait, au creux du confinement, de son niveau d'avant crise. Car ce qui est inédit, c'est certes l'ampleur du choc déclenché par la crise sanitaire, mais aussi le caractère massif des politiques publiques mises en œuvre pour contrer ses effets économiques, immédiats ou de plus long terme.

##### Pendant le confinement, les revenus des ménages ont beaucoup moins chuté que l'activité

Les chiffres du deuxième trimestre témoignent, d'ailleurs, aussi de l'ampleur des mesures de soutien. En France, quand l'activité économique baissait de près de 14 % sur le trimestre, les revenus des ménages ne diminuaient « que » d'un peu plus de 2 %, soutenus par différents dispositifs dont le recours à l'activité partielle. Les pertes de revenus ont été principalement absorbées par les administrations publiques et par les entreprises.

##### Un moteur tout à la fois bridé et dopé

Après cette phase de rebond en partie mécanique, l'économie française a abordé la rentrée comme un moteur qui serait tout à la fois bridé et dopé. C'est le cas, du reste, de beaucoup d'économies dans le monde : les contraintes sanitaires, certes allégées, continuent de peser sur l'offre, tandis que la demande risque d'être anémiée par les incertitudes sanitaires et économiques qui persistent. Dans le même temps, les politiques monétaires et budgétaires vont soutenir massivement l'activité économique.

##### Les mesures d'endiguement sanitaire, certes allégées, continuent de peser sur l'offre

Sur le plan sanitaire, le scénario d'une perte totale de contrôle de l'épidémie, qui conduirait à des mesures aussi drastiques qu'en mars, semble peu probable. L'expérience accumulée lors de la première vague devrait permettre une meilleure cohabitation avec le virus. Toutefois, même si elles ont été largement allégées, certaines restrictions ou contraintes continuent de s'imposer (distanciation physique, quarantaine à l'entrée dans certains pays, etc.) et de nouvelles sont mises en place (port du masque), dans un contexte où les craintes d'une résurgence de l'épidémie se font actuellement plus vives en Europe. Certaines de ces restrictions peuvent avoir des impacts importants et durables dans certains secteurs comme, entre autres, le transport aérien de voyageurs et l'événementiel.

##### Le risque d'un choc de demande

Depuis l'été, les enquêtes de conjoncture pointent par ailleurs le risque d'un choc significatif de demande. Les entreprises sont nombreuses à craindre des pertes de débouchés. Dans l'industrie, les carnets de commandes – en particulier venant de l'étranger – ne se regarnissent que lentement. Et la confiance des ménages dans la situation économique reste inférieure à son niveau d'avant crise. Le bond de l'épargne enregistré pendant le confinement peut certes contribuer à soutenir la demande dans les prochains trimestres, mais son utilisation reste incertaine à ce stade : il provient, en effet, non pas d'un surcroît de revenu, mais d'une consommation ponctuellement entravée et peut se transformer en épargne de précaution. En outre, cette épargne forcée est pour l'instant mesurée au niveau macroéconomique, mais les situations des ménages peuvent être diverses.

##### Les politiques économiques en soutien massif

Face à cette situation, les mesures de soutien sont massives en France comme dans la plupart des pays. Les politiques monétaires restent très accommodantes dans le monde, et les politiques budgétaires ne sont pas en reste. En France, après les mesures mises en œuvre pendant le confinement, visant à préserver autant que faire se peut, le tissu productif ainsi que les revenus des ménages, le plan de relance annoncé aura des effets à la fois sur l'offre et sur la demande, qui se manifesteront surtout au-delà de notre horizon de prévision, lequel est limité à la fin de l'année 2020.

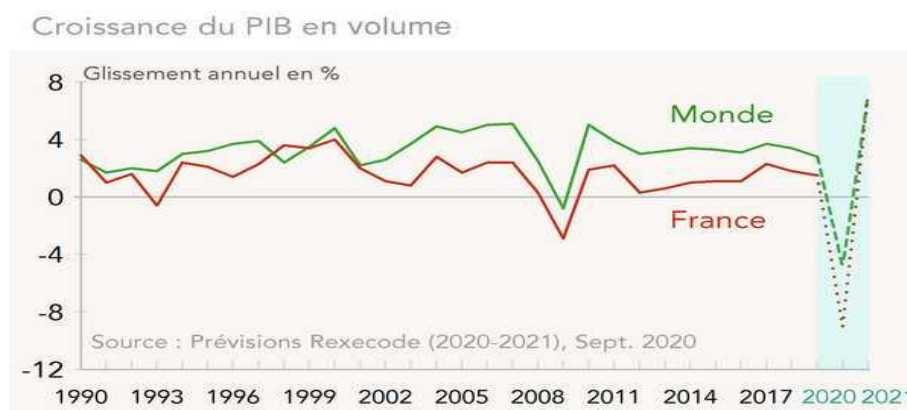
### En 2020, le PIB français reculerait d'environ 10 %

Les chiffres de croissance du troisième trimestre devraient témoigner de la vigueur du rebond associé aux premiers mois de déconfinement, avec une croissance à deux chiffres (+ 17 % prévu à ce stade en France compte tenu du niveau très bas où était tombée l'activité au trimestre précédent. Dans les prochains mois, le redressement serait toutefois plus lent. L'activité reviendrait, en fin d'année, à environ 96 % (+/-2 %, soit entre 94 % et 98 %) de son niveau d'avant crise, sous l'hypothèse de stabilité des dispositions sanitaires.

Au total sur l'année 2020, il est maintenu une prévision de contraction du PIB de l'ordre de 10 %. Certes, le recul du PIB au deuxième trimestre a été moins marqué que prévu, mais l'incertitude sanitaire tend à croître de nouveau et nous conduit à tempérer le rythme prévu pour la poursuite de la reprise.



Compte tenu d'un rythme de croissance annuelle de l'ordre de + 1 % prévu avant le confinement, la pandémie ôterait donc environ une dizaine de points de PIB annuel en 2020.



### **Le chômage**

Plus de 700 000 emplois salariés ont été perdus au premier semestre 2020. Cela représente un recul de l'emploi de 2,3 % en glissement annuel au deuxième trimestre (contre - 18,9 % pour le glissement annuel du PIB). Ce décalage tient pour beaucoup aux mesures mises en place pour préserver l'emploi. Au début du confinement, c'est surtout l'intérim qui a essuyé les plus lourdes pertes, avant de rebondir avec le déconfinement.

Au premier trimestre le taux de chômage était inférieur de 0,9 point à son niveau du premier trimestre 2019. En France métropolitaine, il s'établissait à 7,6 %.

Cette baisse résulte d'un fort recul du nombre de personnes sans emploi se déclarant disponibles ou en recherche active d'emploi pendant la période de confinement. La période de confinement a, en effet, fortement affecté les comportements de recherche active d'emploi (pour les personnes sans emploi dont le secteur d'activité privilégié est à l'arrêt, par exemple), ainsi que la disponibilité des personnes (contrainte de garde d'enfant, par exemple). Au total, le chômage était donc plus faible pendant la période de confinement, sans que cela ne traduise une amélioration du marché du travail.



Au second semestre, le rebond de l'activité se traduirait par un rebond modéré de l'emploi dans la plupart des secteurs, sauf les plus affectés par la crise sanitaire. Au total, l'emploi salarié serait quasiment stable au second semestre, mais le taux de chômage augmenterait nettement, après une baisse en trompe-l'œil pendant le confinement où un grand nombre de personnes sans emploi avaient interrompu leurs recherches.

Selon les dernières prévisions de la Commission européenne, le taux de chômage, qui s'élevait à 8,5 % en France l'année dernière, pourrait à nouveau passer la barre des 10 % cette année. Un retrait du chômage à 9,7 % est ensuite prévu pour l'année 2021. La vague de chômage attendue dans d'autres pays pourrait être de plus grande ampleur, en particulier en Espagne et aux Etats-Unis, des pays qui n'ont pas mis en place de dispositif de chômage partiel financé par l'Etat.

(BIT, en % de la population active, France entière)



Sources : Insee jusqu'au premier trimestre 2020, projections Banque de France sur fond bleu.

## L'inflation

C'est le temps des montagnes russes. Alors que la croissance devrait s'effondrer de 11 % en 2020 à cause de la crise du coronavirus, le gouvernement s'attend à un fort rebond de l'activité d'au moins 8 % l'an prochain. Ce chiffre figure en bonne place dans le rapport préparatoire au débat d'orientation des finances publiques.

Ces prévisions s'avèrent proches de celles de la Banque de France ou du consensus des économistes, quoique plus optimistes que celles du FMI. Elles s'appuient sur un redressement de 8 % de la consommation des ménages, tandis que l'investissement des entreprises progresserait de 20 %. Cela ne devrait entraîner qu'une reprise « modérée » de l'inflation, à 0,7 %, selon Bercy.

Ce rebond ne va toutefois pas effacer d'un coup les stigmates de la crise. « *L'économie ne retrouverait pas [en 2021] entièrement son niveau antérieur, un haut niveau d'incertitudes ainsi qu'un environnement international peu favorable pesant sur l'activité* », est-il écrit dans le rapport, qui précise que le PIB resterait ainsi inférieur de 4 % à son niveau de 2019.

## Les taux d'intérêt

Certes, les crédits sont un peu plus chers qu'il y a trois mois. Ils restent néanmoins très bon marché : 1,45% en moyenne sur vingt ans (contre 1,30% en avril). Le point noir réside plutôt dans les conditions d'accès à l'emprunt, devenues plus difficiles : endettement de 33% maximum, apport de 10% minimum, de l'épargne, un emploi en CDI... Face au risque de remontée du chômage, les banques se couvrent en augmentant leurs exigences de solvabilité. Plus question non plus, sauf à présenter un profil irréprochable, d'obtenir une offre sur plus de vingt-cinq ans. Et comme, conformément à la loi sur "l'usure", qui définit un taux plafond, il est interdit de prêter en ce moment au-dessus de 2,40% sur quinze ou vingt ans, tout compris (assurance, hypothèque, frais de dossier...), plusieurs candidats à l'emprunt sont éjectés du jeu : le nombre de prêts refusés a bondi de 10% en un an.

## Le déficit de l'Etat

La dette publique rapportée au PIB connaîtrait une augmentation très nette avec cette crise, autour de 120 % du PIB, significativement supérieure à la moyenne de la zone euro.

Ce creusement du déficit s'explique pour environ 1/3 par les mesures de soutien exceptionnelles et pour 2/3 par la contraction de l'activité économique. En 2021-2022, la fin des mesures exceptionnelles et la reprise de l'activité permettraient au déficit public de se réduire nettement, à législation inchangée, à 6 % du PIB en 2021 puis 5 % du PIB en 2022. Le déficit resterait néanmoins supérieur au déficit prévu avant la crise sanitaire. En raison du creusement du déficit couplé à la diminution du PIB, la dette publique augmenterait fortement à 119 % du PIB en 2020, après 98,1 % en 2019, et ne reculerait pratiquement pas en fin d'horizon de projection. La moyenne dans la zone euro augmenterait parallèlement (à 101 % du PIB fin 2020 et 100 % du PIB fin 2022), mais dans de moindres proportions.

### 3.2 Le contexte législatif : la Loi de Finances 2021

Il est à noter que le Projet de Loi de Finances 2021 **n'inclut pas de disposition particulière sur la réforme de la fiscalité locale, et notamment sur la suppression définitive et pour tous de la taxe d'habitation sur les résidences principales**, dont les contours ont été tracés dans l'article 16 de la dernière loi de finances. **De la même manière, aucun article ne prévoit de compensation financière spécifique aux collectivités en 2021** comme ce fut le cas en 2020. Alors que le nombre de collectivités fortement dépendantes de la fiscalité économique locale s'attendent à une baisse sans précédent de leurs ressources l'année prochaine (CVAE, taxe d'aménagement). **Tout indique que ces discussions seront menées à l'occasion du Projet de Loi de Finances rectificative n° 4 pour 2020.**

## Les principales mesures du Projet de Loi de Finances (PLF) 2021

### Concours financiers de l'Etat, répartition de la DGF

#### Evolution et répartition de la DGF (articles 22 et 58)

Le PLF pour 2021 fixe l'évolution et la répartition de la Dotation Globale de Fonctionnement pour 2021. Cette évolution suit les mêmes lignes directrices que celles des années précédentes. Ainsi, les dotations de péréquation des communes, et, dans une moindre mesure, la dotation d'intercommunalité seraient amenées à augmenter, alors que la dotation forfaitaire des communes et la dotation de compensation des EPCI devraient toutes deux être écrêtées. La dotation nationale de péréquation verrait son enveloppe de nouveau inchangée.

Dotation de solidarité urbaine : +90 M€ (+3.78 %)  
Dotation de solidarité rurale : +90 M€ (+4.59 %)

Le taux d'écrêtement de la dotation d'intercommunalité des EPCI (-1.83 % en 2020) ainsi que le niveau d'écrêtement péréqué de la DGF des communes ne sont pas encore connus à ce stade.

En conclusion, le niveau global de DGF 2021 devrait rester globalement stable par rapport à 2020 même si, à l'instar des années précédentes, les collectivités qui bénéficient le plus des dotations de péréquation devraient sortir « gagnantes » de ce nouveau texte de loi.

#### Variables d'ajustement (article 22)

Le bloc communal serait épargné par les variables d'ajustement, qui ne consommeraient que 50 millions d'euros de l'enveloppe normée en 2021 contre 120 millions d'euros en 2020.

En revanche, les départements et les régions seraient concernés par une réduction de 25 millions d'euros chacun, en raison de l'écrêtement de leur dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et de leur dotation carrée.

Les écrêtements seront réalisés à due proportion de leurs recettes réelles de fonctionnement.

### Fonds et dotations d'investissement (article 23)

Le Gouvernement prévoit de faire progresser le FCTVA de plus d'un demi-milliard d'euros en 2021 (il atteindrait ainsi plus de 6.5 milliards d'euros), en réponse au dynamisme important de l'investissement local.

En revanche, les autres dotations (DETR – dotation d'équipement des territoires ruraux ; DPV – dotation politique de la ville ; DSIL – dotation de soutien à l'investissement local ; DSID – dotation de soutien à l'investissement des départements) verraient leurs montants maintenus au niveau constaté en 2020.

### Réduction des « impôts de production » de 10 milliards d'euros et exonération facultative de CET

#### Baisse de la CVAE à hauteur de la part affectée aux régions et plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée (article 3)

Il s'agit d'une mesure phare du PLF pour 2021. Ainsi, dès l'année prochaine, la CVAE (contribution sur la valeur ajoutée) perçue notamment par les régions serait supprimée et remplacée par une fraction de TVA. La baisse de la fiscalité atteindrait ainsi 7,25 milliards d'euros.

En conséquence, pour éviter les effets de seuil, le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de la contribution économique territoriale (CET – qui réunit la CFE et la CVAE) devrait passer de 3 % à 2 %.

#### Réduction des impôts fonciers des établissements industriels (article 4)

L'article 4 prévoit de modifier la méthode de calcul de la valeur locative des établissements industriels. Le PLF propose que la nouvelle méthode permette **de diviser la valeur locative de ces locaux (et donc leur cotisation) par deux**.

Les impositions concernées par cette réduction seraient la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et la CFE. La baisse atteindrait 1,54 milliard d'euros pour la première et 1,75 milliard d'euros pour la seconde.

Par ailleurs, l'exposé des motifs de l'article 4 indique que la compensation versée aux communes et aux EPCI concernés serait dynamique dans le temps et correspondrait au « *produit obtenu en multipliant, chaque année, la perte de bases résultant de la mesure par le taux TFPB et de CFE appliqué en 2020 sur la commune ou l'EPCI* ». **Aussi, les éventuelles hausses de taux décidées ultérieurement ne seraient pas compensées.**

En outre, l'article 4 du PLF 2021 prévoit aussi de modifier le mode de revalorisation des valeurs locatives des locaux industriels. En lieu et place de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) utilisé jusqu'à présent, pourrait être retenu un coefficient égal à la moyenne nationale des coefficients d'évolution départementaux applicables aux locaux professionnels.

**A titre de comparaison le coefficient moyen national s'élevait à 0,2 % en 2019, alors que la valeur de l'IPCH était de 1,2 % en 2018, 2,2 % en 2019 et 1,2 % en 2020.**

#### Exonération de CET en cas de création ou d'extension d'établissement (article 42)

Le PLF propose de mettre en place une nouvelle exonération facultative de contribution économique territoriale (CET) au profit des entreprises qui créent une implantation ou une extension, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Communes et EPCI concernés pourraient décider par délibération d'accorder aux établissements nouvellement créés, ou qui réalisent des investissements fonciers, une exonération de trois ans de 100 % de leur CFE.

Il est à noter que cette exonération serait transposable à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

## **Mesures financières et fiscales diverses**

### **Centralisation des taxes sur la consommation finale d'électricité (article 13)**

Afin d'adapter le droit français aux directives européennes d'harmonisation des tarifs et de faciliter leur recouvrement, le PLV prévoit de centraliser les différentes taxes sur la consommation finale d'électricité auprès d'un guichet unique de la DGFIP. Les taxes suivantes seraient concernées :

- Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE)
- Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE)
- Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE)

Ce processus serait étalé sur une période de trois années. La nouvelle taxe serait ainsi répartie par quotes-parts aux bénéficiaires locaux qui perdraient ainsi leur pouvoir de modulation. Le produit de la taxe devrait néanmoins évoluer en fonction de la quantité d'électricité fournie sur chaque territoire.

### **Automatisation progressive du FCTVA (article 57)**

Déjà reportée deux fois à l'occasion des dernières lois de finances, l'automatisation de la gestion du FCTVA devrait finalement débuter dès 2021.

En 2021, l'automatisation s'effectuerait pour les collectivités percevant le fonds en année N. En 2022, elle devrait se faire pour les collectivités percevant le fonds en année N+1 (cas de la commune de Moulins-lès-Metz). Enfin, ce processus devrait aboutir en 2023 pour les collectivités touchant le versement en année N+2.

### **Neutralisation des indicateurs financiers utilisés pour le calcul des dotations et de la péréquation (article 58)**

Cet article prévoit, entre autres dispositions, de neutraliser les effets de la réforme de la fiscalité locale et de la révision de la valeur locative des locaux industriels sur la détermination des indicateurs financiers et fiscaux servant au calcul des dotations et de la péréquation au titre de l'année 2021.

Cependant, cette neutralisation ne concernerait que l'année 2021, alors que les effets des différentes réformes sur les indicateurs ne sont attendus qu'en 2022.

En effet, les données fiscales prises en compte pour le calcul des dotations sont toujours les données correspondant à l'année N-1.

Aussi, de nouveaux indicateurs devraient être construits afin de prendre en compte les conséquences desdites réformes sur les indicateurs pour 2022, et ainsi limiter les effets de bord induits par ces changements.

#### **NOTA :**

**Dans le cadre du plan de relance, le Gouvernement met en place une dotation d'investissement pour la rénovation énergétique de bâtiments des collectivités locales. Ainsi par dérogation les préfets pourront autoriser, sur ces projets, un soutien financier allant au-delà des 80 % habituels du montant du projet.**

**Cette dérogation sera possible pour les collectivités observant une baisse d'épargne brute d'au moins 10 % en 2020 (comparaison des épargnes brutes du 31 octobre 2019 et du 31 octobre 2020).**

## 4 – LA SITUATION FINANCIERE LOCALE

### 4.1 Les principales recettes de la commune

#### EN FONCTIONNEMENT

##### 4.1.1 - La fiscalité locale directe

La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) notifie chaque année courant février/mars les "bases prévisionnelles d'imposition" aux collectivités en matière de taxe d'habitation (TH), de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) et de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB). Ces bases prévisionnelles servent au vote des "taux d'impositions" et au calcul du produit attendu.

##### 4.1.1.1 Les bases

En application des dispositions ouvertes par le Code général des impôts, les collectivités ont la possibilité de voter des abattements et des exonérations en faveur de leurs contribuables. Ces réductions de bases viennent pour le moment diminuer le volume des bases imposé en leur profit.

Ces réductions de bases, décidées par les assemblées locales, n'ouvrent donc pas droit au versement "d'allocations compensatrices" contrairement aux réductions de bases décidées par l'État. Elles concernent :

1. des majorations d'abattements de taxe d'habitation voire des abattements facultatifs de taxe d'habitation,
2. des exonérations de taxes foncières en faveur de certains logements, certains investissements voire encore certaines entreprises.

Pour 2021, compte tenu des réformes annoncées sur la fiscalité dans le PLF 2021 et notamment la division par deux des impôts fonciers de l'industrie, d'une part et du fait prévisible que la revalorisation annuelle de la taxe d'habitation ne soit plus appliquée en 2021 (puisqu'il y a récupération par l'Etat et compensation pour les collectivités), par mesure de prudence, la commune a conservé les mêmes bases qu'en 2020.

De plus, les compensations d'exonérations de fiscalité locale, quant à elles, chuteront du fait de la mise en place de la réforme fiscale dès 2021 et par conséquent de l'arrêt de la prise en charge par l'Etat du dégrèvement de la TH.

CONTRIBUTIONS DIRECTES	BASES					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	€		€	€	€	€
TAXE D'HABITATION	6 839 625	6 660 398	6 793 135	6 725 910	6 836 497	6 980 807
TAXE FONCIER BATI	10 416 791	11 038 473	10 938 292	11 244 820	11 305 749	11 450 334
TAXE FONCIER NON BATI	31 577	32 042	68 425	69 416	75 603	75 315
	<b>17 287 993</b>	<b>17 730 913</b>	<b>17 799 852</b>	<b>18 040 146</b>	<b>18 217 849</b>	<b>18 506 456</b>
		<b>2,56%</b>	<b>0,39%</b>	<b>1,35%</b>	<b>0,99%</b>	<b>1,58%</b>

##### 4.1.1.2 Les taux

Chaque année, les collectivités votent les taux qui seront appliqués aux bases d'imposition prévisionnelles qui leur ont été notifiées par les services de la DGFIP. Des règles de plafond et de lien encadrent l'évolution de ces taux. Ces taux appliqués aux bases d'imposition permettent d'établir les cotisations dues par les « redevables ».

A Moulins-lès-Metz, les taux sont inchangés depuis 2012 et, pour le taux de Taxe d'Habitation et le taux de Taxe Foncière, inférieurs aux taux moyens de la strate des communes à laquelle elle appartient) :

	Taux de Moulins-lès-Metz	Taux moyens de la strate 2019
Taxe d'habitation (TH)	11,32%	15,30%
Taxe foncière (TF)	10,29%	20,96%
Taxe foncière sur non bâti	58,43%	52,48%

Il n'est pas prévu d'augmenter les taux ci-dessus pour 2021.

#### 4.1.1.3 Le produit fiscal

En matière de fiscalité, avec des bases proches ou supérieures aux bases moyennes et des taux généralement plus faibles que les taux moyens, la commune dispose de marges de manœuvre. En outre, l'abattement général à la base pouvant toujours être revu à la baisse, il constitue lui aussi une marge de manœuvre.

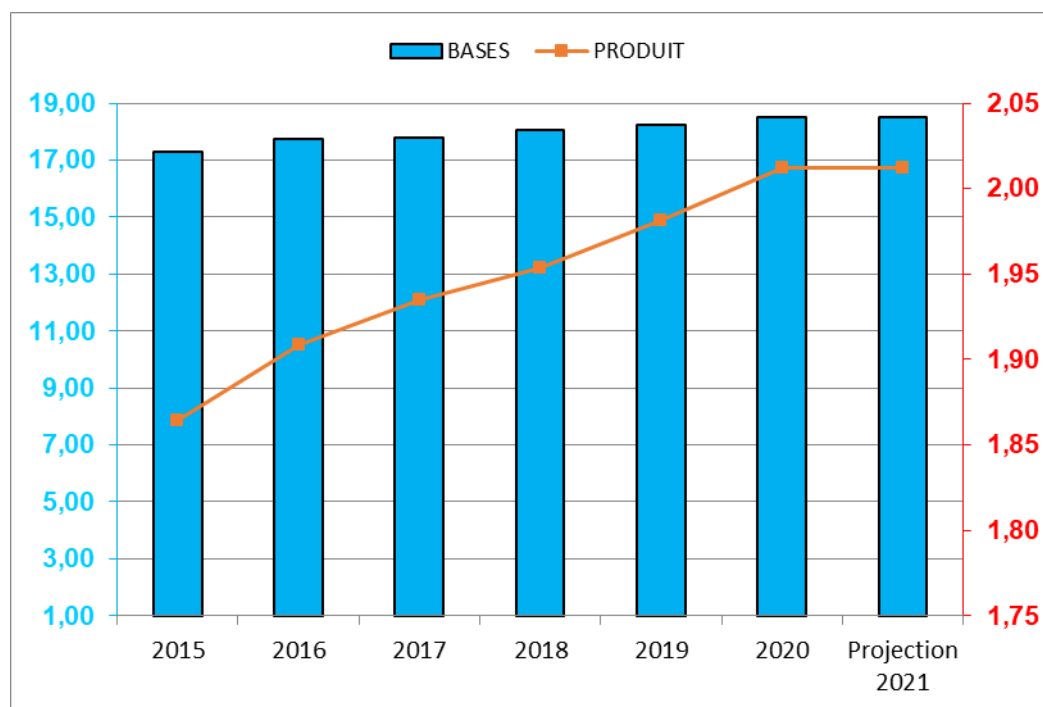
Si tel était le cas, celles-ci seraient supportées intégralement par le contribuable. En effet, la décision du gouvernement de l'exonération progressive de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages sur le principe des dégrèvements est basée sur une prise en charge intégrale par l'Etat **dans la limite des taux et abattements en vigueur pour les impositions de 2017.**

Les recettes de la fiscalité directe locale perçues par les collectivités sont issues du produit des bases par les taux votés pour la Taxe d'Habitation, la Taxe Foncière sur les propriétés Bâties, la Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties.

Compte tenu de la réforme de la fiscalité directe locale prévue par l'article 16 de la loi de finances pour 2020, les taux communaux de taxe d'habitation sont gelés en 2020 à hauteur des taux 2019, ce qui a conduit les communes à ne pas voter de taux de taxe d'habitation en 2020.

CONTRIBUTIONS DIRECTES	TAUX	PRODUITS					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
		€	€	€	€	€	€
TAXE D'HABITATION	11,32%	774 246	753 957	768 983	761 373	773 891	790 227
TAXE FONCIER BATI	10,29%	1 071 888	1 135 859	1 125 550	1 151 882	1 163 362	1 178 239
TAXE FONCIER NON BATI	58,43%	18 450	18 722	39 981	40 560	44 175	44 007
		<b>1 864 584</b>	<b>1 908 538</b>	<b>1 934 514</b>	<b>1 953 815</b>	<b>1 981 428</b>	<b>2 012 473</b>
			2,36%	1,36%	1,00%	1,41%	1,57%

Evolution des bases et produits de la ville de Moulins-lès-Metz en millions d'euros





#### ***4.1.1.4 La Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE)***

La Taxe Locale de la Publicité Extérieure, remplace les trois anciennes taxes sur les affiches, enseignes et véhicules publicitaires.

Pour 2019, la recette mise en recouvrement a été de 143 384 € soit une diminution d'environ 7 % par rapport à 2018, pour 2020 elle a été de 106.305 € avec la décision du conseil municipal d'accorder un abattement de 25 % de cette taxe aux commerces gravement touchés par la crise sanitaire.

Pour 2021, cette recette devrait encore diminuer du fait de la rationalisation des coûts effectuée par les entreprises dans ce domaine, la fermeture de nombreuses enseignes et l'incertitude qui pèse encore sur 2021.

### **4.1.2 - La fiscalité indirecte**

#### ***4.1.2.1 L'attribution de compensation***

L'attribution de compensation (AC) est le principal flux financier entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique (FPU). Elle correspond, schématiquement, à la différence entre la fiscalité économique et les charges transférées par les communes à cette catégorie d'intercommunalité.

L'attribution de compensation est passée de 1.131.615 € en 2016 à 1.086.788 € en 2017, à 1.046.814 € en 2018 et à 1.046.840 € en 2019. Elle est figée pour le moment à ce niveau (pas de nouveaux transferts).

Pour 2021 l'inscription budgétaire sera la même, soit 1.046.800 €.

#### ***4.1.2.2 La Dotation de Solidarité communautaire***

La dotation de solidarité communautaire (DSC) est un versement au profit des communes membres ou d'autres EPCI qui est effectué par les groupements soumis aux régimes de la taxe professionnelle unique. Elle répond à un besoin de péréquation au sein des intercommunalités afin, essentiellement, de lutter contre la fracture territoriale. Le dispositif repose ainsi, par principe, sur la solidarité.

En 2015, Metz Métropole a initié avec les communes membres une démarche d'élaboration d'un Pacte Financier et Fiscal. Il a ainsi été décidé de réviser les critères de la DSC afin de tenir compte de disparités entre certaines communes membres et de garantir une visibilité et une relative stabilité du reversement au profit des communes dans un contexte de réduction des dotations de l'Etat.

Cette évolution a été progressive et s'est étalée sur une durée de 5 ans de 2015 à 2019 afin de lisser les incidences à la hausse ou à la baisse pour les communes concernées. Elle s'est traduite par la création d'une enveloppe d'harmonisation (le critère "progression des bases TP") dont la pondération diminuait chaque année de 2 points au profit du critère "longueur de voirie communale" afin d'aboutir à sa complète disparition en 2020.

Il est proposé de reconduire l'inscription de 2020 sur 2021 (107.000 €).

#### ***4.1.2.3 La Dotation Globale de Fonctionnement***

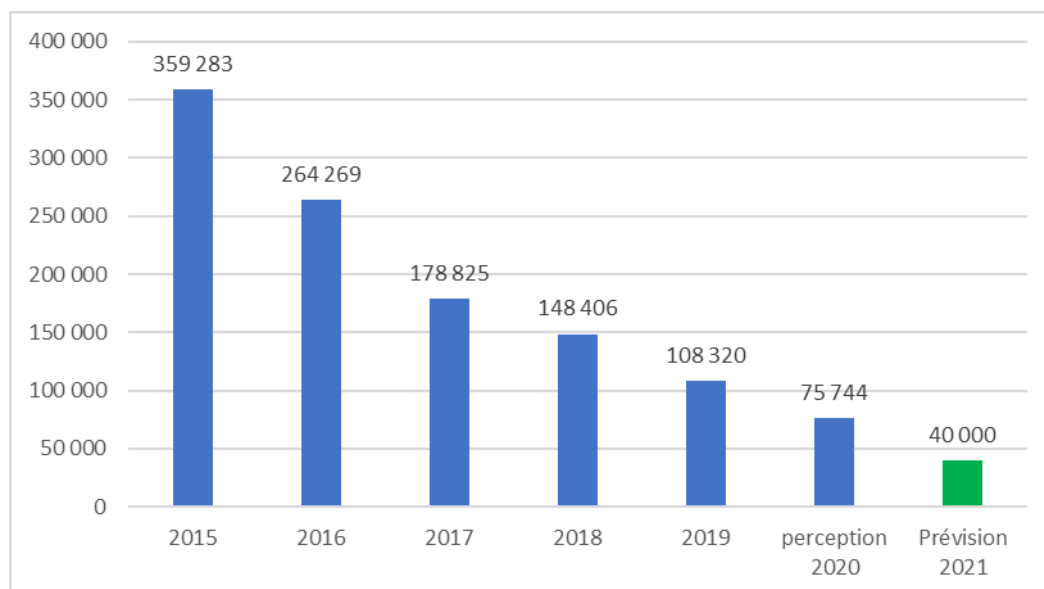
La dotation globale de fonctionnement (DGF) représente la participation de l'État au fonctionnement des collectivités territoriales. Elle constitue une ressource libre d'emploi pour les communes et les groupements à fiscalité propre.

Sur le plan national, le montant de la dotation globale de fonctionnement est fixé à 26,756 milliards d'euros en 2021 c'est-à-dire pratiquement la même enveloppe que 2020 (26,846). Cependant la stabilité des masses globales n'est pas synonyme d'absence de variations individuelles. Du fait notamment d'un mode de financement de la péréquation, les notifications individuelles 2021 de dotation forfaitaire des communes et de compensation part salaire des EPCI vont être, comme les années précédentes, largement amputées.

Deux nouveaux prélèvements voient le jour, le 1<sup>er</sup> pour soutenir le bloc communal confronté aux pertes de recettes liées à la crise sanitaire, et le 2<sup>ème</sup> pour compenser la révision des valeurs locatives de locaux industriels.

La commune avait perçu 148 406 € en 2018, 108 320 € en 2019, elle avait inscrit 118 000 € au budget primitif 2019 et elle n'a encaissé que 108 320 €. Pour 2020, c'est une provision de 40 000 € qui était inscrite, elle a obtenu 75.744 €. C'est une provision de 40 000 € qui sera inscrite sur 2021.

#### HISTORIQUE DE LA DGF



La contribution de la commune au redressement des finances publiques, au titre de la DGF forfaitaire, s'est élevée à 36.768 € en 2014, 98.278 € en 2015, 95.014 € en 2016 et à 85.444 € en 2017, à 30.419 € en 2018, à 40.086 € en 2019.

Il est à noter que sur la période 2013 – 2019, la commune a vu sa dotation diminuer d'environ 78 %.

#### 4.1.2.4 La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)

Il est prévu d'inscrire 46.000 € au BP 2021, même montant que 2020 pour un réalisé de 48 729 €.

### EN INVESTISSEMENT

#### 4.1.3 – Le Fonds de Compensation de la TVA

Le fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) progresse librement, en fonction des investissements locaux. Il s'agit d'un remboursement partiel de la TVA sur les investissements des communes et de leurs groupements. Le taux de compensation forfaitaire est de 16,404 % pour les dépenses éligibles réalisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Pour l'année 2021, sur la base des investissements réalisés en 2020, le FCTVA est estimé à 220.000 € en investissement et 5 000 € en fonctionnement.

#### 4.1.4 – La Taxe d'Aménagement

La Taxe d'aménagement remplace la taxe locale d'équipement. En 2020, la commune a perçu 98 618 € pour une inscription de 50 000 € au titre de cette taxe.

Ce sont les services de l'Etat et la Métropole, sous couvert des déclarations de particuliers ou d'entreprises, qui versent mensuellement la part communale. Il est très difficile d'en évaluer la recette.

Une provision de 50.000 € a été inscrite au BP 2021.



#### 4.1.5 – Le dispositif AMITER

En juin 2015, le Conseil Départemental a voté un nouveau dispositif d'aide aux communes et aux territoires dénommé AMITER. Ce dispositif couvrait les années 2015 à 2020, en limitant le dépôt des dossiers à 2019. Pour les années 2020-2025 un nouveau dispositif appelé **AMBITION MOSELLE** a vu le jour. La commune est en préparation de dossiers à déposer à ce titre.

#### 4.1.6 – Les appels à projet DETR/DSIL

La Dotation de Soutien à l'Investissement Public Local (DSIL), créée en 2016 et pérennisée par la loi de finances pour 2018, vise à soutenir l'investissement des collectivités territoriales. Cette dotation, déconcentrée au niveau régional, s'établit sous la forme d'une enveloppe comprenant, d'une part, les projets d'investissement s'intégrant au sein d'une des grandes priorités d'investissement, et d'autre part les projets inscrits dans un contrat signé avec l'Etat (contrat de ruralité notamment). Il n'y a pas cumul DETR/DSIL. La commune a présenté en 2020 un dossier de travaux et d'acquisitions regroupés sous l'appellation « Fin du développement numérique dans les écoles, la sécurisation par alarme de la mairie et de son annexe, la rénovation de bâtiments communaux, et l'extension du cimetière » ; par arrêté du 18 mai 2020 une subvention de 31 916 € nous était accordée au titre de la DETR.

Cette subvention sera inscrite au BP 2021.

Dès janvier 2021 elle présentera 3 nouveaux dossiers.

### 4.2 Les principales dépenses de la commune

#### 4.2.1 – Les dépenses de fonctionnement

L'ODEDEL (Objectif d'Evaluation de la Dépense Locale) a été fixé à l'article 11 de la Loi de programmation 2014-2017 : 1,2 % en valeur 2014 puis 0,5 % en 2015, 1,9 % en 2016 et 2,0% en 2017.

L'ODEDEL comporte également un objectif d'évolution des seules dépenses de fonctionnement : 2,8 % en valeur en 2014, puis 2,0 % en 2015, 2,2 % en 2016 et 1,9 % en 2017.

La commune de Moulins-lès-Metz, par une gestion rigoureuse de ses dépenses de fonctionnement n'a pas subi cette augmentation puisque ses dépenses réelles de fonctionnement n'ont augmenté que de 0,54 % entre 2016 et 2017.

La loi de programmation de 2018 fixe pour les années 2018 à 2022 un objectif de croissance des dépenses publiques locales, exprimé en pourcentage d'évolution annuelle à « périmètre constant » :

- 2017 : 0,7 %
- 2018 : 0,3 %
- 2019 : 0,7 %
- 2020 : -0,3 %
- 2021 : -1,6 %
- 2022 : -0,6 %

Quant à l'objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement, une croissance de **1,2 %** par an a été programmée en valeur sur 2018-2022 qui correspond à une baisse de 0,2 % en moyenne annuelle en volume compte tenu des prévisions d'inflation du Gouvernement. D'autre part, il inaugurerait le mécanisme contractuel d'encadrement des dépenses des collectivités locales afin d'économiser 13 milliards d'euros d'ici à 2022. Cet objectif nécessite une diminution annuelle du besoin de financement des collectivités (différence entre emprunts et remboursements de la dette) de 2,6 milliards d'€.

Cette contribution doit être supportée par les seules dépenses de fonctionnement. La ville de Moulins-lès-Metz a respecté ces objectifs : au BP 2018 elle enregistrait une baisse de ses dépenses réelles de - 2,71 %, en 2019 une augmentation de + 0,38 %.

Compte tenu des nouveaux contrats et de l'augmentation des coûts le fonctionnement dépenses réelles 2020 était en augmentation d'environ 2,01 % (hors provisions pour charges). Ce qui se traduisait par une évolution 2018-2020 de - 0,32 %.

Les premières simulations budgétaires feraient apparaître un BP 2021 avec une baisse de **0,87 %** des dépenses réelles de fonctionnement hors provisions pour charges et une augmentation de **0,33 %** en incluant ces provisions.

Sur la base du dernier exercice comptable connu (2019), il a été établi une situation financière 2020 permettant la comparaison entre la moyenne de la commune de Moulins-lès-Metz en € par habitant avec la moyenne des autres communes appartenant à la même strate démographique.

En € par habitant - DGF 2020 : 5127 h	EXERCICE 2020 (2019 par comparaison)			
	COMMUNE	DEPARTEMENT	REGION	NATIONAL
<b>Total des charges de fonctionnement</b>	<b>645</b>	<b>1.029</b>		
dont charges générales	193	229	223	251
dont charges de personnel	407	427	416	530
dont charges de gestion courante	38	104	88	97
dont charges réelles financière	3	23	21	25
dont charges réelles exceptionnelles	4	4	2	5

A la lecture de ces documents, les charges de fonctionnement sont de 645 €/h en 2020 alors que la moyenne de la strate en 2019 était de 1.029 €.

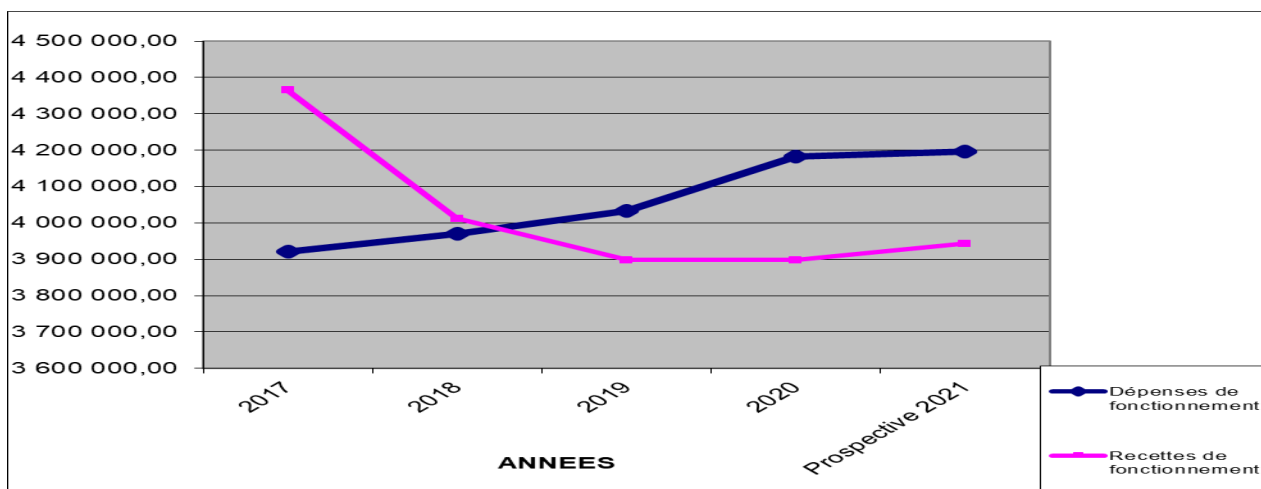
#### EVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES de fonctionnement	BP 2018	BP 2019	BP 2020	PROSPECTIVE 2021
011 CHARGES GENERALES	1 336 339,00	1 368 157,00	1 414 951,00	1 491 089,00
012 CHARGES DE PERSONNEL	2 066 500,00	2 102 900,00	2 118 900,00	2 119 100,00
014 ATTENUATION DE PRODUITS	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
65 CHARGES DE GESTION COURANTE	346 848,00	330 192,00	305 955,00	335 027,00
66 CHARGES FINANCIERES	28 900,00	27 469,99	29 648,34	29 503,56
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	12 200,00	12 010,00	33 560,00	42 090,00
68 DOTATIONS AUX PROVISIONS			150 000,00	50 000,00
022 DEPENSES IMPREVUES	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
042 DOTATIONS AUX AMTS ET PROVISIONS	229 945,00	612 181,00	436 749,00	478 000,00
023 VIREMT A SECTION INVESTISSEMENT	646 061,02	432 636,48	590 273,43	636 074,31
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>4 796 793,02</b>	<b>5 015 546,47</b>	<b>5 210 036,77</b>	<b>5 310 883,87</b>

RECETTES de fonctionnement	BP 2018	BP 2019	BP 2020	PROSPECTIVE 2021
013 ATTENUATION DE CHARGES	46 000,00	17 100,00	19 000,00	19 000,00
70 VENTE PRODUITS, PRESTATIONS	201 024,00	180 740,00	173 380,00	182 206,00
73 IMPOTS ET TAXES	3 390 465,00	3 414 800,00	3 373 061,00	3 402 164,00
74 DOTATIONS, SUBVENTIONS	400 323,00	348 266,00	287 526,00	292 715,50
75 PRODUITS GESTION COURANTE	35 220,00	39 750,00	34 250,00	35 650,00
76 PRODUITS FINANCIERS	20,00	20,00	20,00	20,00
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	291 558,02	11 000,00	11 000,00	11 000,00
042 TRAVAUX EN REGIE ET NEUTRALISATION		391 667,00	162 749,00	162 749,00
002 RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE	432 183,00	612 203,47	1 149 050,77	1 205 379,37
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>4 796 793,02</b>	<b>5 015 546,47</b>	<b>5 210 036,77</b>	<b>5 310 883,87</b>

## EVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

(hors mouvements d'ordre, virement à la section d'investissement et hors résultat de fonctionnement reporté)



La courbe descendante des recettes de fonctionnement entre 2017 et 2018 est due à l'enregistrement dans les comptes de la commune des résultats de la clôture du budget eau (280.000 €) sur 2017.

L'augmentation des dépenses de fonctionnement enregistrée sur la prospective 2021 est principalement due à la prise en charge des dépenses dues à la crise sanitaire (désinfectant et masques notamment) reprises et englobées dans le projet de budget primitif 2021 ainsi que l'augmentation du virement à la section d'investissement. L'augmentation de la courbe des recettes correspond à l'excédent de la section après prise en compte du déficit de la section d'investissement.

### 4.2.2 – La dette

Tous les emprunts de la commune sont de niveau A1 (risque très faible ou faible). Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'encours de dette par habitant (chiffre 2019 : 5.185 habitants) était de 146 € alors que la moyenne de la strate en 2018 était déjà de 820 €. Ainsi, la commune respecte la charge de bonne conduite préconisée par l'Etat selon les critères maxi ci-dessous :

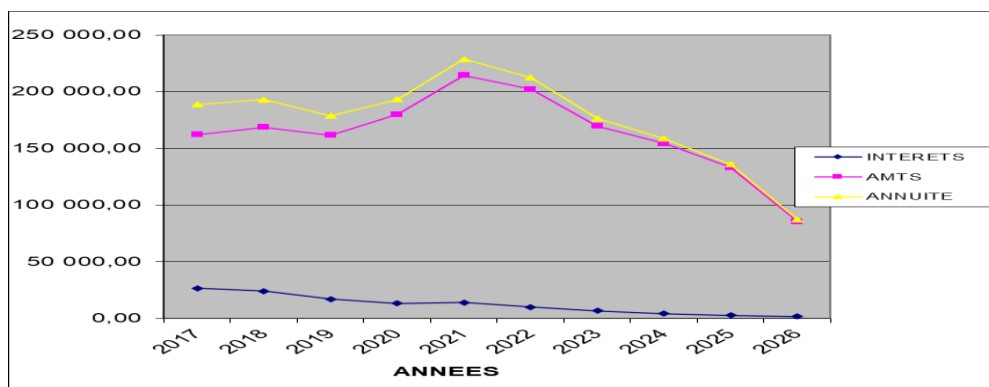
- **65 %** des risques sont considérés comme très faibles ou faibles de niveau A1 ou B1
- **21 %** des risques sont considérés comme élevés de niveau B4 ou E1
- **14 %** des risques sont considérés comme très élevés de niveau Hors Charte.

La ville de Moulins-lès-Metz a contracté un emprunt en 2020 conformément à son budget primitif d'un montant de 350.000 € qu'elle a mobilisé en fin d'année.

L'encours de dette par habitant au 1<sup>er</sup> janvier 2021 est passé à 247,20 €.

L'annuité en capital de la dette pour l'exercice 2021, hors emprunts nouveaux, devrait s'élever à 214.577 € et 14.301 € en ce qui concerne les intérêts (hors ICNE).

### ETAT DE L'ENDETTEMENT 2017-2026



Années	En-cours de la dette au 31/12	Ratios 2019		
		Communal	Départemental	National
2014	931 043	180	845	870
2015	1 271 054	246	821	862
2016	1 093 021	211	847	842
2017	925 475	179		850
2018	919 000	146		844
2019	1 091 379	210	NC	828
2020	1 267 408	247	NC	NC

### 4.2.3 – Les opérations d'investissement

La ville de Moulins-lès-Metz a toujours réalisé de nombreux investissements qu'elle a pratiquement entièrement autofinancés et ses ratios ont souvent été largement supérieurs à la strate de référence. Les dépenses directes d'équipement se sont élevées à :

- 1.973.575 € en 2014
- 2.574.638 € en 2015
- 895.085 € en 2016
- 1.619.764 € en 2017
- 2.121.780 € en 2018
- 1.303.716 € en 2019

En €/habitant	EXERCICE 2019			
	COMMUNE	DEPARTEMENT	REGION	NATIONAL
Dépenses directes d'équipement	280	278	NC	370
Remboursement lié aux emprunts et autres dettes	31	58	NC	82

Pour 2021 des crédits seront prévus pour :

- La mise en conformité de certaines aires de jeux anciennes (notamment rue de Bretagne)
- la création éventuelle d'un jardin du souvenir au cimetière centre
- l'acquisition de matériels informatiques et de logiciels, y compris dans le cadre du plan numérique des écoles et pour développer la dématérialisation et le télétravail
- l'acquisition de matériels pour les services techniques de la commune notamment du matériel permettant d'améliorer la propreté urbaine et l'aménagement des espaces verts ainsi que l'achat d'un véhicule électrique
- des travaux de sécurité dans les bâtiments (serrures électroniques, portails ...), de rénovation et de mise aux normes
- des travaux, en liaison avec la Métropole, de voiries, notamment la rue de Jouy.

## 5 – LA CAPACITE « D'AUTOFINANCEMENT BRUT ET NET »

### 5.1 La capacité d'autofinancement brut

La Capacité d' « Autofinancement brut » (CAF) représente l'excédent résultant du fonctionnement utilisable pour financer les opérations d'investissement (remboursements de dettes, dépenses d'équipement...). Elle est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement (hors produits exceptionnels) et les charges réelles (hors charges exceptionnelles) et sans reprise de l'excédent N-1. La CAF brute doit être en priorité affectée au remboursement des dettes en capital.

En 2020, l'autofinancement brut s'élève à 592.141 € (contre 722.640 € en 2019, 1.245.434 € en 2018, 1.420.527 € en 2017 et 1.702.721 € en 2016).

## 5.2 La capacité d'autofinancement net

La Capacité d'« Autofinancement net » représente l'excédent résultant du fonctionnement après remboursement des dettes en capital. Elle représente le reliquat disponible pour éventuellement autofinancer de nouvelles dépenses d'équipement ou de nouveaux services. La CAF nette est une des composantes du financement disponible.

Elle est par ailleurs l'indicateur de gestion par excellence et mesure, exercice après exercice, la capacité de la collectivité à dégager, au niveau de son fonctionnement, les ressources pour, à la fois, rembourser ses dettes et financer en propre ses dépenses d'équipement.

En 2020, la CAF nette s'élève à 418.418 € (560.963 € en 2019, 1.078.962 € en 2018, 1.225.317 € en 2017 et 1.520.660 € en 2016) pour une annuité de dette en capital de 173 723 €.

## 6 – LES OBJECTIFS BUDGETAIRES 2021

- **L'utilisation de l'ensemble des leviers des dépenses de la section de fonctionnement** dans une logique « d'effort partagé » entre les différents postes : évolution contenue des dépenses de personnel, limitation stricte de l'évolution des charges à caractère général et poursuite de la rationalisation des enveloppes de subventions aux associations
- **Le maintien d'un niveau d'investissement significatif**
- **La maîtrise de la solvabilité financière de la ville** en maintenant son niveau d'épargne brute.
- **La stabilité des taux d'imposition pour 2021** comme les années antérieures

## 7 – CONCLUSION

Afin de faire face aux baisses continues de dotations depuis 7 ans et à la crise sanitaire que nous traversons encore, les finances de la ville ont été gérées avec la plus grande rigueur. Ainsi de nombreuses actions ont été engagées (renégociation des contrats, optimisation des dépenses, maîtrise de la masse salariale ...) afin de maintenir les charges de fonctionnement à un niveau plus que raisonnable (inférieur à l'ODEDEL), tout en proposant toujours une bonne qualité des services à la population et en poursuivant les travaux conformément au programme établi.

La municipalité poursuit la politique d'économie engagée et met en œuvre les projets annoncés.

Les transferts de compétences vers la Métropole vont à l'avenir limiter le pouvoir décisionnel des mairies en matière d'investissements, notamment pour la voirie.

Néanmoins, forte d'une gestion maîtrisée et donc de ratios financiers largement au-delà des moyennes départementale et nationale, l'élaboration du budget 2021 s'inscrit dans le prolongement de l'action impulsée depuis mars 2014. Une action qui a pour but de préserver la capacité d'investissement ciblée sur des projets de proximité et d'amélioration du cadre de vie tout en préservant le niveau d'épargne nette et de maintenir la qualité du service rendu à la population et le soutien à la vie associative.

Cet objectif pourrait toutefois être remis en cause si diverses interrogations, sans réponse à ce jour, étaient levées dans l'avenir comme l'impact de la « crise sanitaire » que traverse la France mais aussi l'Europe et toutes les Nations, la révision de la compensation intégrale de l'exonération de la taxe d'habitation, la refonte de la fiscalité locale qui, puisqu'elle portera principalement sur la révision des valeurs locatives, pourrait influencer lourdement sur les bases ainsi que l'incertitude sur les résultats que pourra générer l'automatisation de la gestion du Fonds de compensation de la TVA en recourant à une procédure de traitement automatisé des données budgétaires et comptables.